

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 28/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CL DUNKERQUE

Port 7255
7255 route du Cap Horn
59630 Bourbourg

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\CL
DUNKERQUE_(ex_CLAREBOUT)_Saint-Georges-sur-l'Aa_0003802000\2_Inspections\2024 05 27
inspection action confinement
Code AIOT : 0003802000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2024 dans l'établissement CL DUNKERQUE implanté Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2024 de la DREAL Hauts-de-France. Elle est réalisée de manière inopinée et porte sur le respect des dispositions permettant d'assurer le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CL DUNKERQUE
- Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg
- Code AIOT : 0003802000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CL Dunkerque (Groupe CLAREBOUT) exploite, sur la Zone Grandes Industries (ZGI) du GPMD, une installation de transformation de pommes-de-terre. Le site produit notamment des frites surgelées.

Le site est une ICPE soumise à autorisation. L'installation n'est pas SEVESO mais relève de la directive sur les émissions industrielles (directive IED).

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/08/2020 modifié.

Les travaux de construction ne sont pas achevés, à l'heure actuelle une seule ligne de production est en fonctionnement.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1	Sans objet
2	déchets	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1	Sans objet
3	confinement externe	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1	Sans objet
4	confinement interne	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1	Sans objet
5	système de relevage	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1	Sans objet
6	obturation automatique	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1	Sans objet
7	matières dangereuses	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1	Sans objet
8	volume disponible	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1	Sans objet
9	volume bassin	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.4.1 de l'annexe 1	Sans objet
10	schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.3.2 de l'annexe 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose des installations nécessaires pour le confinement des eaux d'extinction incendie en cas de sinistre.

Les plans du réseau doivent être mis à jour.

Les plans figurant dans le POI sont trop petits et ne sont donc pas lisibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, confinement eaux extinction
Prescription contrôlée : Dispositif de confinement: Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
Constats : Il existe un bassin dédié pour le confinement des eaux d'extinction. Ce bassin est désigné en tant que « bassin calamité ». En cas de fermeture des vannes situées à proximité, l'écoulement de toutes les eaux est dirigé vers le bassin calamité (plus rien ne part vers les noues). L'exploitant a transmis par courriel du 27/08/2024 les plans du bassin. Le diamètre du bassin est de 48 m et sa hauteur est de 4 m : le volume est donc de 7 238 m ³ . Ce bassin sert, à la date de l'inspection, à stocker une partie des eaux de voirie (il y a eu un souci de production en février-mars et environ 3 000 m ³ d'eaux chargées en amidon ont été stockées dans ce bassin de calamité). Débit de vidange 35 m ³ /h par pompe (actuellement une pompe en fonctionnement pour vider bassin calamité vers STEP). <i>Remarque de l'inspection : même avec 3000 m³ d'eau de voirie dans le bassin, celui-ci conserve la capacité de confiner le volume d'eau d'extinction en cas de sinistre (4040 m³ voir point de contrôle n°8).</i> Les vannes qui contrôlent ce bassin doivent être manipulées manuellement (l'exploitant a le projet de les automatiser). Le bassin est habituellement vidé par une pompe vers la STEP. En fonctionnement normal, les eaux pluviales vont vers un bassin (désigné en tant que « piscine » d'un volume d'environ 2 200 à 2 500 m ³) qui est enterré près de la STEP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, déchets
Prescription contrôlée :

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : En cas de sinistres, les eaux collectées seraient traitées et évacuées comme des déchets. Dans la POI de l'exploitant figure la liste de sociétés avec lesquelles CL Dunkerque travaille et qui disposent de capacité de pompage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : confinement externe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, confinement eaux extinction
Prescription contrôlée : En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.
Constats : Le confinement est externe. Tous les écoulements vers le bassin de calamité sont gravitaires (le fond du bassin est situé sous le niveau du sol).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : confinement interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, confinement eaux extinction
Prescription contrôlée : En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.
Constats : La société CL Dunkerque n'est pas concernée : absence de dispositif de confinement interne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : système de relevage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, confinement eaux extinction

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de relevage autonomes ont une efficacité démontrée en cas d'accident. Les différents organes de contrôle nécessaires à la mise en service du dispositif de confinement peuvent être actionnés en toute circonstance, localement ou à partir d'une salle de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas de système de relevage.</p> <p>L'électrification des vannes du bassin calamité est à prévoir.</p> <p>Les agents du service utilité sont présents 24h/24 et 7j/7. Il y a toujours 2 à 3 personnes sur site.</p> <p>Le POI prévoit les actions à réaliser en cas de sinistre (cf par exemple fiche 3-4 correspondant au feu du stockage d'huile, la stratégie d'intervention prévoit la vérification de la fermeture des vannes de confinement).</p> <p>La fiche 5-9 du POI est intitulée « confinement des eaux incendie » .</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra de prévoir une clé pour le portail situé à proximité STEP.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : obturation automatique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, confinement eaux extinction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La société CL Dunkerque n'est pas concernée : il n'y a pas d'orifice d'écoulement, les effluents sont repris de ce bassin de calamité par pompage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : matières dangereuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, confinement eaux extinction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p>

Constats : Il n'y a pas de dispositif interne de confinement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : volume disponible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, confinement eaux extinction
Prescription contrôlée : Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en faisant la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré lors d'un accident ou d'un incendie ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. L'exploitant s'assure de la disponibilité constante du volume de confinement minimal nécessaire de 4040 m ³ .
Constats : L'inspection a consulté le plan du bassin (transmis par l'exploitant par courriel du 27/08/2024) : le volume du bassin est de 7 238 m ³ . Le document D9A (qui tient compte du volume d'eau nécessaire à l'extinction du feu, du volume de la réserve d'eau du sprinklage, du volume lié aux intempéries et du volume lié au stockage de liquides sur le site) indique que le volume d'eau à confiner est de 4 040 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : volume bassin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.4.1 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, confinement eaux extinction
Prescription contrôlée : En cas d'incendie ou d'accident, les eaux seront collectées dans le bassin de confinement de 7 000 m ³ .
Constats : Vu le plan transmis par l'exploitant le 27/08/2024 : le volume du bassin est de 7 238 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.3.2 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, confinement eaux extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu consulter le plan des réseaux.</p> <p>Les vannes ne sont pas représentées.</p> <p>Le plan est prévu en annexe 5-8 du POI (à la date de l'inspection le plan n'est pas dans le POI). Une version actualisée du POI a été transmise à l'inspection le 19/07/2024).</p> <p>Plan égouttage_0.00 daté du 25/01/2024</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compléter sous un mois le plan des réseaux en y faisant figurer les différentes vannes.</p> <p>Les plans figurant dans l'annexe 5-8 (et dans l'annexe 5-9) sont trop petits. La version « papier » du POI doit comprendre des plans lisibles (format A0 ou A1 si besoin).</p>
Type de suites proposées : Sans suite